

SERGE
LATOUCHE

Travailler moins,
travailler autrement,
ou ne pas
travailler du tout



Bibliothèque Rivages

« Je crois dans la pédagogie des catastrophes. »

Serge LATOUCHE

Après la crise sanitaire et la pratique du télétravail, nous avons besoin d'un changement de paradigme. Malheureusement, les trois promesses de la modernité avancée sur la question du travail – travailler moins tout en gagnant toujours plus grâce à la société d'abondance, travailler tous de façon toujours plus agréable grâce à la civilisation du loisir et, à terme, ne plus travailler du tout grâce aux nouvelles technologies – sont totalement mystificatrices tant que l'on reste dans une économie capitaliste de croissance. La décroissance, en revanche, pourrait réaliser ces promesses trahies. Elle implique, en effet, à la fois une réduction quantitative et une transformation qualitative de l'activité laborieuse, aboutissant à terme à l'abolition du rapport de servitude salariale.

Serge Latouche est professeur émérite d'économie de l'université d'Orsay et l'un des principaux penseurs d'une société de décroissance. Il est notamment l'auteur de Comment réenchanter le monde.

Collection dirigée par Lidia Breda

DU MÊME AUTEUR
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

*Comment réenchanter le monde. La décroissance
et le sacré*

*L'abondance frugale comme art de vivre. Bonheur,
gastronomie et décroissance*

Serge Latouche

**Travailler moins,
travailler autrement
ou ne pas travailler
du tout**

Leabeur et décroissance

Bibliothèque Rivages

Retrouvez l'ensemble des parutions
des Éditions Payot & Rivages sur

payot-rivages.fr

Couverture : © Elisabeth Blanchet / Plainpicture

© Éditions Payot & Rivages, Paris, 2021

ISBN : 978-2-7436-5424-5

« Pauvre, joyeux et indépendant ! – tout cela est possible simultanément ; pauvre, joyeux et esclave ! – c'est aussi possible – et je ne saurais rien dire de mieux aux ouvriers esclaves de l'usine : à supposer qu'ils ne ressentent pas en général comme une *honte* d'être *utilisés*, comme c'est le cas, en tant que rouages d'une machine et, pour ainsi dire, comme un bouche-trou pour les lacunes de l'esprit humain d'invention ! Fi ! Croire que l'on pourrait remédier par un salaire plus élevé à l'*essentiel* de leur détresse, je veux dire de leur asservissement impersonnel ! Fi ! Se laisser persuader que grâce à un accroissement de cette impersonnalité, à l'intérieur de la machinerie d'une société nouvelle, la honte de l'esclavage pourrait devenir vertu ! Fi ! Avoir un prix auquel on cesse d'être une personne pour devenir un rouage ! Êtes-vous complices de la folie actuelle des nations qui ne pensent qu'à produire le plus possible et à s'enrichir le plus possible ? Votre tâche serait de leur présenter l'addition négative : quelles énormes sommes de valeur intérieure sont gaspillées pour une fin aussi extérieure. Mais qu'est devenue votre valeur intérieure si vous ne savez plus ce que c'est que respirer librement ? Si vous n'avez même pas un minimum de maîtrise de vous-même ? »

INTRODUCTION

Dans la société contemporaine, en France en particulier, le travail est l'objet des déclarations les plus contradictoires et, qui plus est, émanant souvent des mêmes personnes, témoignant par là d'étonnantes dissonances cognitives révélatrices de l'air du temps. Il en est ainsi chez les élites économiques et politiques, mais aussi dans l'opinion publique. Tel chef d'État pourra clamer la nécessité de travailler plus et, en même temps ou presque, évoquer la perspective d'une fin du travail. Les citoyens ordinaires peuvent de leur côté s'inquiéter d'une disparition des emplois du fait de la robotisation et considérer comme totalement utopique tout projet qui promettrait et permettrait d'abolir le salariat.

Il faut bien avouer qu'on assiste à une perte de repères entre les prophéties de la métamorphose ou de la fin du travail et la réactivation surréaliste de l'idéologie travailliste de la part d'un Raffarin (alors Premier ministre de Chirac) dénonçant le glissement de la France en un parc de loisirs et les déclarations du baron Seillière (alors président du Medef, l'organisation

patronale française) pour une marchandisation plus poussée du travail¹ au moment même où le chômage franchissait la barre symbolique des 10 % et où les plans de licenciement se multipliaient. Mêmes errements pour l'âge de la retraite ; après la vogue éphémère des départs anticipés, la tendance est à jouer les prolongations. Pour le rapport européen de Wim Kok (2003), « travailler après 60 ans doit devenir la norme² ». De la dénonciation d'un retour à Speenhamland avec le RMI (Revenu minimum d'insertion³) à la revendication de droite ou de gauche d'un « revenu de citoyenneté », en passant par l'attaque frontale des « 35 heures », la société française (droite et gauche confondues), à l'instar de toutes les sociétés occidentales, offre le

1. « Il y a des pays sans syndicats, comme les États-Unis ou la Nouvelle-Zélande, où l'on a réussi à transformer le travail en marchandise. Ce n'est pas stupide, au vu des résultats qu'ils obtiennent en matière de plein-emploi et de croissance... » (*Le Monde* des 5 et 6 septembre 1999.) C'est possible, encore qu'il y ait lieu d'en douter rien qu'à voir l'importance de la population carcérale aux États-Unis.

2. Wim Kok, cité par Christophe Ramaux, *Emploi : éloge de la stabilité. L'État social contre la flexicurité*, Paris, Mille et une nuits, 2006, p. 89.

3. Ce revenu équivalent à un demi-SMIC (Revenu minimum interprofessionnel de croissance) voté en 1988, et devenu en 2009 le RSA (Revenu de solidarité active), est donné sous conditions de recherche de réinsertion aux actifs sans emploi.

spectacle d'un grand désarroi sur la question du travail. Cette situation, illustrée ici par des déclarations ci-dessus des années 1990, n'a pas sensiblement changé trente ans après. Les sorties médiatiques fameuses de Mme Parisot, qui a succédé, en 2005, au baron Seillière à la tête du Medef, sur le travail précaire (comme l'amour) qui ont défrayé la chronique en leur temps, puis celles de ses successeurs ou celles du président Macron, sur la réinsertion par un travail qui n'existe pas, même en traversant la rue, sont tout à fait comparables. On a l'impression d'entendre un vieux disque rayé... or pendant ce temps, la robotisation avance et l'intelligence artificielle rend la réalité toujours plus virtuelle.

Tout cela frise la caricature, mais n'est pas sans perturber les professionnels politiques de gauche comme de droite, mais aussi les électeurs, et même les intellectuels, en particulier les économistes¹. Pour présenter le film de Pierre Carles *Attention*

1. Voir André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quête de sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988 ; Jeremy Rifkin, *La fin du travail*, Paris, La Découverte 1996 ; sous le même titre de *La fin du travail*, mais avec des perspectives bien différentes, Alexis Chassagne et Gaston Montracher, Paris, Stock, 1978 ; Dominique Méda, *Le travail. Une valeur en voie de disparition* (1995), Paris, Flammarion, 2010 ; Jacques Robin, *Quand le travail quitte la société post-industrielle*, Paris, GRIT éditeur, 1994.

*danger travail*¹, un tract reprenait le slogan situationniste de 1968 : « Jeunes gens, ne travaillez jamais ! » Il évoquait même les thèmes du fameux *Droit à la paresse* du gendre de Marx, Paul Lafargue, avec un luxe gourmand : « Battez en retraite ! n'intégrez pas le monde du travail avec pour seul espoir... la retraite. Ne perdez pas votre vie à la gagner : vivez tout de suite votre rêve au lieu de rêver votre vie. À bas l'esclavage salarié ! Vive les modes de vie alternatifs ! » Invité à participer au débat, je peux témoigner que la discussion fut rude entre partisans et adversaires du travail salarié ou non. Pour beaucoup, travailler autrement paraissait un oxymore, une contradiction, le mariage de la carpe et du lapin, tandis qu'aux autres, l'abolition du travail semblait une aberration.

Les trois promesses de la modernité avancée – travailler moins tout en gagnant toujours plus grâce à la société d'abondance, travailler tous de façon toujours plus agréable grâce à la civilisation du loisir et, à terme, ne plus travailler du tout grâce aux nouvelles technologies – sont totalement mystificatrices tant qu'on reste dans une économie capitaliste. La décroissance, en revanche, pourrait réaliser ces promesses

1. Pierre Carles, *Attention danger travail*, réalisé en 2003, avec Christophe Coello et Stéphane Goxe.

trahies. Elle implique, en effet, à la fois une réduction quantitative et une transformation qualitative du travail, aboutissant à l'abolition du rapport salarial.

Dans la société de croissance, c'est-à-dire la société qui est la nôtre, dominée par une économie productiviste et consumériste, la réduction du temps de travail, soit travailler moins, peut être obtenue par des luttes sociales, comme le montre la loi sur la semaine de 35 heures ; mais cet exemple montre aussi que cette réduction se traduit par une pression plus forte sur l'intensité du travail (accroissement de la productivité horaire), qu'elle est toujours provisoire et précaire et, enfin, que le temps *libéré* est récupéré par le travail *fantôme* au sens où l'entend Ivan Illich (accroissement des temps de déplacement domicile-travail, formalités administratives externalisées, etc.) ou capté par le marché du divertissement (télévision, loisirs marchandisés, etc.). La réduction massive et nécessaire du temps de travail ne se réalise vraiment que par la rupture d'avec le *logiciel* économique et l'obsession de compétitivité, c'est-à-dire la logique de la société de croissance.

Le changement du contenu du travail, soit travailler autrement, n'est pas non plus totalement exclu dans la société de croissance. Il y a tout d'abord l'offre fallacieuse, en trompe-l'œil, de formes innovantes, comme

le télétravail ou l'autoentrepreneuriat ; il y a surtout la tolérance, plus ou moins forcée, plus ou moins complice, de certaines dissidences, comme l'informel dans les pays du Sud ou l'économie sociale et solidaire dans les pays du Nord. Il y a là une prolifération de formes alternatives : associations, mutuelles, coopératives de toutes sortes. Toutefois, cette économie parallèle limitée ne survit que dans des niches provisoires comme l'agriculture bio ou les services à la personne ; elle est de plus toujours menacée d'élimination ou de se faire récupérer comme les mutuelles de crédit ou d'assurance ou l'économie du partage. Là aussi, sans rupture avec le système dominant, pas de véritable alternative.

Sur le troisième front, l'abolition du salariat, soit ne plus travailler du tout, à moins de considérer que le RSA constitue un embryon de revenu inconditionnel permettant de survivre sans travailler, il n'y a pas l'ombre d'un commencement de sa réalisation dans la société productiviste. Il s'agit d'une promesse dont la réalisation est toujours reculée au fur et à mesure qu'on avance. Annoncée dès le début du machinisme, l'utopie d'un monde *libéré* du travail et de l'avènement d'une civilisation du loisir est prophétisée de façon toujours plus claironnante avec la robotisation et le développement de l'intelligence artificielle. Pourtant, ce que

Introduction

l'on observe c'est l'expansion de ce que l'anthropologue David Graeber a dénoncé sous le nom de *bullshit jobs* (jobs à la con)¹. Et les prophètes du transhumanisme nous annoncent plutôt une servitude renforcée pour l'immense majorité des hommes *normaux*, c'est-à-dire non augmentés, condamnés à devenir les « chimpanzés du futur », suivant la délicate expression de l'un de ces gourous, survivant grâce à un revenu universel médiocre, tandis qu'une élite de *cybermen*, grassement rémunérée, travaillerait à la gestion du meilleur des mondes. Là encore, pas de libération véritable sans rupture avec la société de croissance. L'épanouissement de l'humanité dans des activités non salariales collectives et choisies prévu par le projet de la décroissance est donc à inventer hors du paradigme économique.

1. David Graeber, *Bullshit jobs*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2018.

